

Le Monde 経済記事精読 (小林) 12月 (12/20)

2025年4月に中国は7種類のレアアース輸出を制限したが、10月9日になって更なる輸出規制を発表。

フランスを含むEU諸国もその影響を免れない。中国が30年も前からレアアースの戦略的重要性に着目して布石を打ってきたのに対し、米国大統領のトランプは... というわけで、米中両国の強み弱みを分析して、小気味が良い。

Trois leçons sur les terres rares

Le Monde du 21 octobre 2025, Stéphane Lauer (Editorialiste)

Donald Trump peut bien se vanter à la tribune des Nations unies d'avoir «*mis fin*» à sept guerres en sept mois, le conflit commercial qu'il a lancé en avril en multipliant les droits de douane avec la Terre entière est en revanche loin d'être terminé et l'instabilité qu'il a créée de toutes pièces n'est pas près de disparaître. Le président des Etats-Unis croyait avoir trouvé la martingale en instaurant un régime d'extorsion généralisé vis-à-vis de ses partenaires commerciaux. C'était sans compter avec le plus puissant et le plus retors d'entre eux : la Chine de Xi Jinping.

En menaçant d'instaurer des contrôles drastiques sur l'export de ses terres rares, Pékin a douché les espoirs d'une accalmie entre les deux superpuissances. A un mois de l'expiration de la trêve sur laquelle celles-ci s'étaient accordées, les tensions n'ont jamais été si vives. Le 9 octobre, la Chine a dévoilé des restrictions sur l'usage de ces minéraux essentiels pour le numérique, l'automobile, l'énergie ou l'armement, dont elle contrôle 60% de la production mondiale et 90% du raffinage, et qu'elle peut traiter à un coût un tiers inférieur à celui de ses concurrents. Les entreprises étrangères pourraient être obligées de faire des demandes de licences pour avoir le droit de commercialiser leurs propres produits contenant ces terres rares, même hors de Chine, prétextant une «*protection des intérêts de sécurité nationale*».

Xi Jinping montre ainsi que, non seulement il n'a pas l'intention de se plier au diktat américain, mais qu'il a également les moyens d'imposer ses conditions au reste de la planète. En rétorsion, Donald Trump menace d'imposer à la Chine de nouveaux droits de douane de 100% dès le 1er novembre, ce qui équivaldrait à un découplage des deux économies. «*Je n'avais jamais pensé qu'on pourrait en arriver là*», a fait semblant de s'indigner le président des Etats-Unis. «*Si la Chine veut être un partenaire peu fiable pour le monde, alors le monde devra se découpler*», a ajouté Scott Bessent, le secrétaire au Trésor, oubliant qu'en matière de fiabilité, la cote américaine avait sérieusement diminué depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier.

Ce nouvel épisode de la confrontation sino-américaine se joue à front renversé. Champions de l'extraterritorialité, les Etats-Unis se retrouvent pris à leur propre jeu. La Chine, elle, fait ce qu'elle a pratiqué dans d'autres domaines : copier et sophistiquer le savoir-faire des autres. La plaisanterie qui court actuellement dans les chancelleries est que les Etats-Unis devraient déposer plainte pour atteinte à la propriété intellectuelle contre une Chine qui désormais utilise les mêmes armes qu'eux.

Donald Trump peut toujours se victimiser, mais ce sont les Etats-Unis qui ont tiré les premiers, dès 2020, en appliquant une obscure disposition légale, la «*règle sur les produits étrangers directs*». L'objectif était de cibler le géant technologique chinois Huawei, que le gouvernement américain considérait comme une menace pour la sécurité nationale. Washington a ainsi décrété qu'aucune entreprise, où qu'elle se trouve dans le monde, ne pouvait expédier un produit à Huawei s'il contenait des pièces américaines ou s'il était fabriqué avec des équipements ou des logiciels américains. Les Etats-Unis sont aujourd'hui mal placés pour s'offusquer des mesures identiques d'extraterritorialité brandies par la Chine.

Pékin a été convaincu de sortir les armes lourdes sur les terres rares après deux décisions de Donald Trump : la taxation des navires chinois accostant dans les ports américains et la création par le département du commerce américain d'une liste noire d'entreprises chinoises. *«On est dans une guerre des messages, dans laquelle tout le monde bluffe, analyse Philippe Le Corre, professeur à l'Essec et chercheur au Centre d'analyse sur la Chine de l'Asia Society Policy Institute. Les Chinois font monter les enchères avant le sommet Xi-Trump dans quelques jours, mais ni la Chine ni les Etats-Unis n'ont intérêt à aller au clash».*

Nécessité d'un front uni

Trois leçons peuvent être tirées de cette séquence. D'abord, que les Etats-Unis et leurs alliés, s'ils se retrouvent aujourd'hui à la merci des ambitions chinoises, ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Ils ont longtemps négligé la dimension géopolitique des terres rares. Depuis trente ans, la Chine s'est attelée à la maîtrise de toute la chaîne d'approvisionnement sur ces minéraux et il était évident que, tôt ou tard, Pékin s'en servirait comme

levier.

La deuxième leçon concerne l'attitude de Donald Trump. Un haut responsable américain affirmait le 14 octobre, dans le *Financial Times*, que, dans le rapport de force avec la Chine, les Etats-Unis disposaient «*d'un pouvoir de pression bien plus important, grâce à [leur] unité avec les démocraties occidentales et asiatiques*». A condition que Washington s'abstienne d'humilier les pays censés être ses alliés. La dépendance à la Chine en matière de terres rares nécessite un front uni, que Donald Trump a davantage fragilisé que consolidé.

La troisième leçon est que l'Europe risque, une fois de plus, d'être la victime collatérale de cette guerre commerciale sino-américaine. L'enjeu est colossal : il s'agit de l'orientation de la compétition économique et militaire pour les trente prochaines années. L'Union européenne doit tout faire pour ne pas en rester la spectatrice en sécurisant ses approvisionnements sur ces composants vitaux pour sa souveraineté.

Le sort de cette bataille est loin d'être scellé. Dans le domaine des puces et de l'intelligence artificielle, la Chine accuse encore un retard par rapport aux Etats-Unis. Mais Pékin a démontré sa capacité à innover, et il est probable que ce retard sera comblé d'ici à ce que les Etats-Unis rattrapent le leur dans les terres rares. Donald Trump doit prendre conscience qu'il n'a pas toutes les cartes en main pour imposer sa loi, ce qui va sans doute l'amener à mettre de l'eau dans son vin lors de son tête-à-tête avec Xi Jinping, le 1er novembre, lors du sommet de la coopération économique Asie-Pacifique organisé en Corée du Sud.